

RENFORCEZ

L'ABOLITION

DE LA PEINE

DE MORT AUX

PHILIPPINES

COALITION
MONDIALE
CONTRE LA PEINE DE MORT

en partenariat avec





Lennon Yung / Dian Wong, 2015 - Flickr

Manifestation pour la libération de Mary Jane Veloso

L'ENGAGEMENT ACTUEL DES PHILIPPINES EN FAVEUR DE L'ABOLITION

1986 Les Philippines ratifient sans réserve le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

1987 La peine de mort est abolie pour la première fois dans la Constitution, mais elle est rétablie six ans plus tard, en 1993. Le 24 juin 2006, la loi de la République n°9346 relative à l'interdiction de la peine de mort aux Philippines est promulguée, abolissant ainsi la peine de mort pour la seconde fois.

2007 Le 20 novembre 2007, les Philippines deviennent le premier pays d'Asie du Sud-Est à ratifier le deuxième protocole facultatif se rapportant au PIDCP. En ratifiant ce traité, les Philippines affirment leur engagement à n'exécuter aucune personne relevant de leur juridiction et à abolir la peine de mort sans réserve. Ayant aboli la peine de mort, les Philippines ne sont pas autorisées, en vertu du deuxième protocole, à prononcer une condamnation à mort.

¹ Selon l'article 6 du deuxième protocole facultatif se rapportant au PIDCP.

2010 En avril 2010, Mary Jane Veloso, une migrante philippine travaillant en Indonésie, est arrêtée en Indonésie pour transport d'héroïne. Bien que Veloso clame son innocence, elle est condamnée à mort en octobre 2010. Veloso fait partie des millions de travailleuses migrantes philippines qui occupent des emplois mal rémunérés à l'étranger, la rendant vulnérables aux réseaux criminels internationaux qui cherchent à recruter des « mules » pour transporter de la drogue. Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères des Philippines confirmé que le gouvernement continue d'apporter son aide à Veloso et à sa famille.

Les Philippines apportent un soutien à ses ressortissant·e·s qui risquent la peine de mort à l'étranger, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international. Le gouvernement philippin s'est déjà engagé à aider tout·e ressortissant·e se trouvant dans le couloir de la mort, « que la personne soit coupable ou non ».¹

UN ÉVENTUEL RETOUR DE LA PEINE DE MORT ?

2016 Depuis le début de son mandat en 2016, le président Duterte lance de nombreux appels pour la réinstauration de la peine de mort et revenir sur les avancées réalisées par les gouvernements précédents en vue de son abolition. Les législateurs ont rapidement suivi ces appels, et beaucoup ont déposé des propositions de loi visant à rétablir la peine capitale pour un large éventail de crimes.

2020 Le 27 juin 2020, le président Duterte prononce son cinquième discours sur l'état de la nation (SONA) et appelle de nouveau le Congrès à réintroduire la peine de mort par injection létale pour les infractions prévues par la loi relative aux drogues dangereuses (2002).

Le 5 août 2020, le débat commence au sein de la Commission de la justice de la Chambre des représentants sur la proposition de loi 741 de la Chambre, visant à rétablir la peine de mort pour les infractions liées à la drogue. Il y a actuellement 13 propositions de loi devant la Chambre des représentants et 11 autres devant le Sénat proposant la peine de mort pour une série d'infractions y compris, mais sans s'y limiter, les infractions liées à la drogue, la trahison, le pillage, le viol et le meurtre.

La Commission de la justice de la Chambre des représentants doit approuver les propositions de loi qui lui sont soumises afin de les examiner en séance plénière. Une fois la proposition de loi adoptée, elle est transmise au Sénat pour examen. Le Sénat peut choisir d'adopter intégralement la version de la Chambre afin d'accélérer l'adoption de la loi. Si la proposition de loi est approuvée à l'issue de la troisième lecture en séance plénière du Sénat, et ce sans amendement, elle est présentée au Président pour signature. Ainsi, la proposition deviendra une loi et la peine de mort sera réintroduite.



Le président Rodrigo Duterte prononce son discours sur l'état de la nation le juillet 2016

Radio Television Malacanang
Presidential Photographers Division
Ace Norandante

Bien que les précédentes tentatives d'adoption de projets de loi au Congrès furent confrontées à de nombreux obstacles et aient finalement échoué, ces appels à rétablir la peine de mort sont préoccupants à chaque fois qu'ils sont lancés. La peine de mort est présentée comme une solution rapide au trafic de drogue qui sévit aux Philippines. Cependant, cette question est le symptôme des problèmes plus profonds qui trouvent leur origine dans la pauvreté et les inégalités socio-économiques. Elle ne peut être résolue par la peine de mort, qui n'a jamais prouvé de manière concluante qu'elle était un moyen de dissuasion efficace contre la consommation de drogue.

Les marchés de la drogue continuent de prospérer dans les pays qui appliquent toujours la peine de mort, comme l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Chine et la Malaisie.²

² Laws 2, L'utilisation de la peine de mort pour le trafic de drogue aux États-Unis, à Singapour, en Malaisie, en Indonésie et en Thaïlande : Une analyse juridique comparative (2013) <https://www.mdpi.com/2075-471X/2/2/115/htm>.



Des détenus dorment à l'étroit dans la cour surpeuplée de la prison de Quezon City à Manille

10 RAISONS CONTRE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE DE MORT AUX PHILIPPINES

1. Aucun État ne devrait avoir le pouvoir d'ôter la vie à un-e citoyen-ne.

Dans l'article III de la Constitution de 1987 relatif à la Déclaration des droits, **les Philippines se sont engagées à garantir que nul ne sera privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure légale régulière.** Le gouvernement s'est également engagé à protéger la vie et la liberté de tous les individus, et à accorder la plus haute priorité au droit de tous.tes à la dignité humaine³.

Châtiment cruel, inhumain et dégradant ultime, la peine de mort constitue une violation directe de ces dispositions constitutionnelles.

2. Elle est irréversible.

En 2004, la Cour suprême a admis dans l'affaire *People v Mateo* que **71,77 % des condamnations à la peine de mort étaient erronées et ont été soit modifiées soit annulées.** Au cours de cette période de onze ans, depuis la réintroduction de la peine de mort en 1993, environ 1 493 condamnations à mort ont été prononcées, mais seuls 230 d'entre eux ont été confirmés.

Le système judiciaire philippin peut commettre des erreurs, et l'application de la peine de mort à l'encontre de personnes innocentes a de graves conséquences qui ne pourront jamais être inversées.

3. Elle est injuste et s'en prend aux plus pauvres.

Si la peine de mort devait être rétablie aux Philippines, les personnes vivant sous le seuil de pauvreté continueraient à subir le poids de condamnations injustifiées. **Avant l'abolition de la peine capitale en 2006, 81 % des 1 121 personnes détenues dans le couloir de la mort occupaient des emplois à faible revenu** (dans les secteurs de la vente, des services, de l'industrie, de l'agriculture, des transports ou de la construction), et 73% gagnaient moins de 10 000 PHP⁴ par mois⁵.

Aux Philippines, le coût de la défense dans une affaire pouvant aboutir à une condamnation à mort est de 329 000 PHP par an, selon toutefois les estimations les plus mesurées⁶ – bien au-delà du montant que de nombreux détenus peuvent se permettre. Leo Pilo Echegaray,

la première personne à avoir été exécutée par injection létale aux Philippines en 1999, était un vendeur de poisson⁷. Son cas à la Cour suprême démontre que la loi de la République n°7659 relative à l'imposition de la peine de mort pour certains crimes graves à l'époque, était « militée contre les pauvres et les impuissants de la société – ceux qui ne peuvent pas se permettre les services juridiques nécessaires aux crimes capitaux, où une préparation, une enquête, des recherches et une présentation approfondie sont nécessaires »⁸.

4. Elle est inhumaine, cruelle et dégradante.

En 1994, aux Philippines, les personnes détenues condamnées à mort pouvaient attendre entre 12 et 18 mois avant d'être exécutées, ce qui pouvait les exposer à un stress extrême pendant un an ou plus. Dans d'autres pays, comme les États-Unis, par exemple, les prisonniers peuvent rester dans le couloir de la mort pendant plus de dix ans, parfois bien plus de vingt ans⁹. En outre, beaucoup d'entre eux subissent des conditions inhumaines dans les prisons, où agent·es pénitentiaires les soumettent à des menaces verbales et/ou physiques, à des mauvais traitements, voire à la torture. **Richard Ong, par exemple, a été condamné à mort en 1996 et affirme qu'il a eu les yeux bandés, qu'il a été torturé par électrochoc et que des fonctionnaires l'ont forcé à avouer**¹⁰.

Les gens peuvent également subir des exécutions ratées, ce qui ne fait qu'accroître leurs souffrances. En avril 1950, Alejandro Carillo a été condamné à la chaise électrique. Lors de son exécution, un dysfonctionnement s'est produit et il a dû être électrocuté à deux reprises avant d'être déclaré mort¹¹.

³ Journal officiel des Philippines, Constitution de la République des Philippines (1987), <https://www.officialgazette.gov.ph/constitutions/1987-constitution/>.

⁴ Équivalent à environ 175 EUR (à partir septembre 2020).

⁵ The Manila Times, Poor vulnerable to death penalty (2016), <https://www.manilatimes.net/2016/05/21/news/top-stories/poor-vulnerable-to-death-penalty/263381/>.

⁶ Free Legal Assistance Group, Prise de position du groupe de travail anti-pénalité de mort du FLAG sur la peine de mort (2019), 4.

⁷ Kasarinlan: Philippine Journal of Third World Studies, The Poor on Trial in the Philippine Justice System (1999).

⁸ Le peuple des Philippines VS. Leo Echegaray y Pilo (1997), https://lawphil.net/judjuris/juri1997/feb1997/gr_117472_1997.html.

⁹ Death Penalty Center, Le temps dans le couloir de la mort (2019), <https://deathpenaltyinfo.org/death-row/death-row-time-on-death-row>.

¹⁰ Amnesty International, La peine de mort : criminalité, justice et droits de l'homme (1997).

5. Elle interdit toute possibilité de réhabilitation pour le/la criminel·le.

La décision d'abolir la peine de mort en 1987 a été influencée par l'argument selon lequel les systèmes pénaux modernes favorisaient désormais moins les châtiments vindicatifs que ceux permettant de réformer les individus. Les Philippines sont un pays membre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et ont recommandé l'adoption des Principes de base sur le recours aux programmes de justice réparatrice en matière pénale. Le gouvernement a également assuré son objectif d'établir « un système correctionnel plus éclairé et plus humain qui favorisera la réforme des délinquants »¹². Le Bureau des services pénitentiaires et la Commission des libérations conditionnelles et des probation cherchent tous deux à réhabiliter et à réintégrer efficacement les personnes délinquantes dans la société – un objectif qui ne pourrait pas être atteint par la peine de mort.

6. Elle est en violation directe des normes et traités internationaux.

Les Philippines sont signataires de divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui garantissent la protection du droit à la vie et l'abolition de la peine de mort, notamment le deuxième protocole facultatif se rapportant au PIDCP. **Le protocole ne comporte aucune clause de retrait, ce qui signifie que les Philippines ont fait le vœu de maintenir la peine de mort définitivement abolie lorsqu'elles ont ratifié ce traité en 2007.** Si la peine de mort devait être rétablie aux Philippines, elle constituerait une grave violation de ses obligations en matière de droits de l'homme et de lutte contre la drogue et porterait atteinte à sa réputation au sein de la communauté internationale.

En outre, le rétablissement de la peine de mort pourrait également entraîner le risque de perdre les avantages dont les Philippines bénéficient actuellement dans le cadre du système de préférences généralisées (SPG+) de l'Union européenne.

¹¹ ABS-CBN News, Comment nous tuons : Notes sur la peine de mort aux Philippines (2019), <https://news.abs-cbn.com/spotlight/07/14/19/how-we-kill-notes-on-the-death-penalty-in-the-philippines-part-2>.

¹² Ministère de la justice, Restorative Justice (2017), <https://probation.gov.ph/restorative-justice/>.

Grâce au programme SPG+, les exportations du pays peuvent bénéficier d'un accès préférentiel aux marchés européens et jouir d'un large éventail d'avantages économiques, pour autant qu'il respecte et mette en œuvre le PIDCP et de nombreux autres instruments fondamentaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que les conventions relatives à la politique en matière de drogue. La réintroduction de la peine de mort peut donc mettre en danger le statut des Philippines dans le programme SPG+.

7. Elle crée davantage de souffrances indirectes notamment pour les proches du/de la condamné.e.

« Je peux affirmer, d'après ma propre expérience d'aumônier, que c'est vrai. Lorsqu'une personne est emprisonnée, ce sont les enfants qui souffrent. Combien de plus pour ceux qui sont mis à mort ? » – Père Silvino Borres, Jr., S.J., Coalition contre la peine de mort (CADP)

La perte d'un membre de la famille n'entraîne pas seulement une grave détresse émotionnelle et psychosociale, mais aussi des difficultés financières pour la famille, en particulier lorsque la personne accusée est pauvre. Aux Philippines, le coût de la défense pour un individu impliqué dans une affaire pouvant aboutir à une condamnation à mort peut atteindre jusqu'à 329 000 PHP¹³ – sans compter la perte de revenus à laquelle une famille est confrontée lorsqu'un de ses membres est en détention et dès lors incapable de travailler¹⁴.

8. Contrairement à la croyance populaire, elle est inefficace et ne garantit pas une meilleure sécurité pour toutes et tous.

Les statistiques sur la criminalité réalisées au fil des ans ne montrent pas de manière concluante que la peine de mort est un moyen de dissuasion efficace contre la criminalité. Les taux de criminalité aux Philippines étaient plus élevés lorsque la peine de mort était en vigueur et tandis que le taux d'homicides pour 100 000 habitants est passé de 7,1 en 2006 à des niveaux plus bas dans les années qui ont suivi immédiatement son abolition (6,7 en 2007 puis 6,4 en 2008)¹⁵.

9. Toutes les familles des victimes de meurtre ne soutiennent pas la peine de mort.

Plusieurs membres des familles de victimes de crimes aux Philippines se sont également prononcés contre la peine de mort, bien que leurs proches aient été assassinés. La mère de l'actrice Cherry Pie Picache a été cambriolée et tuée en 2014, mais elle est restée une opposante farouche au retour de la peine de mort dans le pays. Elle estime que **la solution pour mettre fin à la criminalité, plutôt que le retour de la peine capitale, consiste à s'attaquer au problème de la drogue et à assurer l'éducation des gens**¹⁶.

10. Les efforts déployés pour rétablir la peine de mort détournent l'attention du public et les ressources de l'État des réponses efficaces à la pandémie de Covid-19, mais aussi des solutions à long terme au problème local de la drogue.

Alors que la pandémie Covid-19 se poursuit, les Philippines auraient intérêt à prévenir la propagation du virus et à sauver des vies au lieu de créer davantage de souffrance et de provoquer plus de morts en réintroduisant la peine capitale. La réintroduction de la peine de mort ne devrait pas être envisagée alors que des milliers de Philippines et de Philippins décèdent du Covid-19. En temps de crise, le gouvernement devrait consacrer tous ses moyens à la réduction du taux de contamination afin d'éviter que les familles et la société ne subissent de nouvelles pertes.

En outre, les ressources mobilisées lors du recours à la peine de mort pourraient être utilisées plus efficacement, par exemple en les dédiant, par exemple, à des solutions de long terme qui ciblent les causes structurelles du problème de la drogue, à l'amélioration du système de santé publique, à une éducation de qualité ou à une croissance économique plus inclusive.

¹³ Équivalent à environ 5750 EUR (à partir de septembre 2020).

¹⁴ Free Legal Assistance Group, Prise de position du groupe de travail anti-pénalité de mort du FLAG sur la peine de mort (2019), <https://www.facebook.com/ANTIDEATHPENTF/posts/2409684979291659>.

¹⁵ Taux de criminalité et statistiques des Philippines 1890-2020 (2020), <https://www.macrotrends.net/countries/PHL/philippines/crime-rate-statistics>.

¹⁶ Inquirer, Cherry Pie Picache: Address drugs, education issues instead of restoring death penalty (2019)

10 CHOSES QUE VOUS POUVEZ FAIRE POUR MAINTENIR L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT AUX PHILIPPINES



1. Participez à un événement.

organisé par les abolitionnistes à travers le monde. Suivez et engagez-vous auprès des groupes qui travaillent activement contre le retour de la peine de mort aux Philippines, tels que la Commission des droits de l'homme¹⁷ et FLAG le Task Force Anti-Peine de Mort¹⁸.



2. Organisez une manifestation.

Cette option doit être envisagée avec la plus grande précaution vis-à-vis la pandémie Covid-19. Si vous décidez d'organiser une manifestation publique, merci de vous référer aux politiques publiques en vigueur et de faire preuve de bon sens.



3. Coordonnez une campagne d'écriture de lettres ou de courriels.

et adressez-la à vos représentants locaux au Sénat ou à la Chambre des représentants. S'ils ont parrainé un projet de loi qui vise à rétablir la peine de mort, répondez à leurs arguments et expliquez pourquoi elle doit rester abolie à la place.



4. Faites un don.

à une association œuvrant contre la peine de mort.



5. Organisez un rassemblement en vidéoconférence.

Elle peut prendre la forme d'un webinaire, d'un atelier à distance, d'une conversation, d'un débat public ou encore d'une projection de film virtuel.



6. Participez à une émission télévisée et/ou radiophonique.



7. Suivez et soutenez la campagne sur les réseaux sociaux.

via Facebook, Instagram ou Twitter avec le hashtag : #nodeathpenalty



8. Mobilisez les médias

Pour les sensibiliser à la question de la peine de mort.



9. Organisez une exposition.

(d'œuvres d'art de condamnés à mort, de photographies des couloirs de la mort, de dessins, d'affiches) ou montez une pièce de théâtre [virtuelle].



10. Participez à Cities Against the Death Penalty / Cities for Life.

Le 30 novembre 2020.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Composée de plus de 160 ONG, barreaux d'avocat·e-s, collectifs locaux et syndicats. La Coalition mondiale vise à renforcer la dimension internationale du combat contre la peine de mort. Son objectif final est d'obtenir l'abolition universelle de la peine de mort. La Coalition mondiale apporte une dimension globale à l'action que poursuivent ses membres sur le terrain, parfois de manière isolée. Elle agit de façon complémentaire à leurs initiatives, dans le respect de l'indépendance de chacun.

La Coalition mondiale contre la peine de mort a créé la Journée mondiale contre la peine de mort le 10 octobre 2003. Retrouvez toutes les informations relatives à la Journée mondiale contre la peine de mort sur :

<http://www.worldcoalition.org/fr/worldday.html>



www.worldcoalition.org

Coalition mondiale contre la peine de mort
Mundo M, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, France
Tél : +33 180 87 70 43



Commission des droits de l'homme
des Philippines

SAAC Building, UP Complex,
Commonwealth Avenue, Diliman,
Quezon City 1101

Tel.: +63 (02) 8294-8704
(Standard)
+63920 506 1194 (Smart)
+63936 068 0982 (Globe)

chrp.hrepo@gmail.com
chrp.policy@gmail.com



La CHRP, en tant qu'Institution nationale des droits de l'homme (INDH), a pour mandat, conformément à la Constitution philippine de 1987 et aux Principes de Paris de promouvoir et de protéger l'ensemble des droits de l'homme, y compris les droits civils et politiques, ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels. Elle est chargée de signaler et de surveiller la situation et les violations des droits de l'homme, et de recommander des mesures pour faire progresser les droits de l'homme et la dignité de tous et toutes.

www.chr.gov.ph